

# Pour le Bas-Rhin, « le bon niveau, c'est l'Alsace »

La gestion de la crise sanitaire du Covid-19 à l'échelle territoriale, la vie dans les Ephpad, la mise en œuvre du déconfinement scolaire... Frédéric Bierry, président du conseil départemental du Bas-Rhin, a fait vendredi 24 avril un point de situation.

## ■ À la bonne échelle territoriale

Après avoir rencontré le Premier ministre, jeudi à Strasbourg, Frédéric Bierry, qui est aussi vice-président de l'assemblée des départements de France, a échangé avec Édouard Philippe et plusieurs de ses ministres, vendredi en visioconférence. Selon Frédéric Bierry, le confinement a montré que « le bon périmètre de l'action publique correspond à l'échelle de vie des citoyens et le département est une bonne échelle ». Pour l'intérêt des Alsaciens, « le bon niveau est l'Alsace ». Le déconfinement doit se faire à son échelle, souhaite Frédéric Bierry. Il faudra suffisamment de masques, une capacité à tester la virologie des gens vulnérables ou ayant des symptômes, ainsi qu'une capacité d'accueil des personnes ne pouvant pas être isolées chez elles. Ainsi dans des hôtels et autres lieux qui doivent être déterminés.

## ■ Pour un service de santé public de proximité

Pour « une meilleure organisation » sociale, sanitaire, médico-sociale, Frédéric Bierry a proposé à Édouard



Des tablettes numériques ont été distribuées dans les Ephpad, à la demande de Frédéric Bierry, président du conseil départemental du Bas-Rhin. Photo DNA /Jean-Stephane ARNOLD

Philippe d'organiser un service public de santé de proximité au niveau départemental. « En Allemagne, avec les mêmes moyens dédiés au sanitaire, il y a plus de moyens sur l'offre de soins et une meilleure valorisation des métiers du sanitaire. » Le président du conseil départemental 67 souhaiterait expérimenter un transfert provisoire des compétences de l'ARS (Agence régionale de santé) au département. « Il faut arrêter la double habilitation dans les Ephpad, il faut moins de lourdeur administrative. » De même, il a « suggéré que les collectivités territo-

riales ne soient pas tributaires d'une TVA qui baisse quand la situation économique se dégrade », et a réclamé des impôts territoriaux, qui sont « mieux compréhensibles ».

## ■ Déconfinement scolaire : du travail de dentelle.

Frédéric Bierry a émis des « réserves » sur un déconfinement scolaire à partir du 11 mai. Il préférerait décaler le 25 mai si les conditions sanitaires le permettent. Il faudra tenir compte de la réalité sociale des familles, des difficultés scolaires des élèves... « L'ouverture sera plus lente que dans

les départements peu touchés par le virus. » La réouverture se construira avec le rectorat, les établissements scolaires et toutes les collectivités. « Dans l'éducation, on est dans la dentelle. »

## ■ « Les échéances de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) doivent être maintenues »

À la demande des syndicats interco 67 et Interco 68 de reporter la mise en œuvre de la CEA prévue le 1<sup>er</sup> janvier 2021 (lire ci-contre), Frédéric Bierry a répondu qu'il n'y avait pas de raison de retarder les échéances. « Déjà beaucoup de travail a été

## La CFDT demande le report de la mise en œuvre de la CEA

L'épidémie de Covid-19 peut-elle avoir un impact sur la date de mise en œuvre de la Collectivité européenne d'Alsace, prévue le 1<sup>er</sup> janvier 2021 ? C'est en tout cas le souhait des syndicats CFDT Interco 67 et Interco 68 des agents des conseils départementaux. Ils viennent de demander par courrier à Frédéric Bierry et Brigitte Klinkert de repousser cette date. « La crise actuelle mobilise entièrement les équipes des deux conseils départementaux, puisqu'elles sont au cœur de la gestion de la crise. Dans ces conditions, il n'est pas possible pour celles-ci de se consacrer à la réorganisation des services », explique la CFDT.

Par ailleurs, ajoutent les syndicats, « la loi dite de la création de la Collectivité européenne d'Alsace du 2 août 2019, prévoit la rédaction d'un protocole d'accord avec les organisations syndicales représentatives précédant la mise en œuvre de cette nouvelle collectivité ». Or, « le calendrier du dialogue social étant suspendu du fait de la crise sanitaire actuelle, il n'est pas aujourd'hui possible, dans ces circonstances, que la mise en œuvre de la CEA soit menée dans des conditions satisfaisantes et ceci même dans le cadre du déconfinement progressif à venir et de la reprise d'un dialogue social dont les modalités restent encore à définir ».

La CFDT annonce qu'elle demandera au gouvernement de prendre une ordonnance modifiant les échéances fixées par la loi du 2 août 2019 qui a acté la création de la CEA. Pour elle, « cette réforme territoriale est trop importante pour être menée dans la précipitation ».

fait, beaucoup d'administrations sont prêtes. Si on veut une organisation territoriale plus efficace, il n'y a pas intérêt à retarder cette date. »

## ■ Ephpad : « La souffrance de la distanciation »

Distribuer des tablettes dans les Ephpad, garantir un nombre suffisant de personnels grâce aux volontaires de la réserve départementa-

le (au nombre de 370 dont 100 pompiers), rouvrir les Ephpad aux familles en tenant compte de la réalité sanitaire de chaque établissement, « une idée proposée samedi avec la préfète et reprise au niveau national ». Frédéric Bierry ne veut pas voir une personne âgée « mourir de détresse morale ».

J.-F.C.

# Le Haut-Rhin veut avoir les mains libres

Le conseil départemental du Haut-Rhin s'est réuni ce vendredi 24 avril en visioconférence. Une réunion 100 % Covid où il a beaucoup été question des failles d'un État ralenti par sa lourdeur et des Départements taillés pour apporter une aide plus efficace et plus rapide.

Confinement oblige, la réunion du conseil départemental du Haut-Rhin de ce vendredi 24 avril s'est tenue en visioconférence, avec 32 conseillers sur 34. L'ordre du jour était entièrement consacré à la crise sanitaire. La présidente Brigitte Klinkert a débuté la séance en proposant aux élus une minute de silence en « hommage aux victimes », puis une minute d'applaudissements pour « les héros de cette terrible crise » : personnel soignant mais aussi agents du service public, caissières, routiers, etc. « On parle toujours de l'humanisme alsacien, à travers eux, il est démontré tous les jours. »

Dans son discours introductif, la présidente a rappelé à quel point le Haut-Rhin était touché. « On se devait d'être présent auprès de tous, on l'a été et on le sera jusqu'au bout de la crise. » Il a été rappelé les diverses actions engagées depuis six semaines, dont la commande de 770 000 masques, la mise en place des transferts de patients vers l'Allemagne et la Suisse ou le don de

1 300 ordinateurs pour les collégiens qui en étaient démunis.

## Une avance de trésorerie

Les élus ont voté l'apport de 1,5264 million d'euros au fonds « Résistance », une initiative de la Région abondée par les collectivités locales et la Banque des territoires pour un total de quelque 44 millions d'euros (*L'Alsace* du 4 avril notamment). Il s'agit de soutenir les PME et associations employant au moins un salarié. L'assemblée a élu Pierre Bihl (titulaire) et Lara Million et Rémy With (suppléants) pour ce dossier. « C'est une avance remboursable pour couvrir les besoins de trésorerie », a précisé Pierre Bihl. Le département sera divisé en trois territoires « pour une instruction plus simple et plus rapide des dossiers. »

Parmi les critères d'éligibilité à ce dispositif figurent l'impossibilité de bénéficier d'un prêt bancaire ou d'un autre financement ou encore une perte de 50 % depuis la crise sanitaire. « C'est un dispositif de dernier recours », précise Pierre Bihl. « Les réponses doivent sortir dans les huit jours et le déblocage des fonds doit être très rapide. » Tout en saluant le fonds, Yves Hemedinger a appelé à « un travail de dentelle » : « Si ces structures n'ont pas eu de prêt, c'est qu'il y a des raisons... Or l'avance doit être récupérable... » Éric Strau-

mann précise qu'il existe des entreprises qui ont des difficultés mais ont des dirigeants sérieux. Et propose que les élus, qui connaissent le terrain, soient consultés.

## Haro sur l'État

Dans les diverses prises de parole, beaucoup ont critiqué l'État « qui n'est toujours pas en capacité de fournir le matériel en quantité suffisante pour le personnel ! », lance, notamment, Vincent Hagenbach. « Cette forme de centralisme ne peut plus fonctionner », indique Yves Hemedinger. « Il est paradoxal que ce soit les Départements et collectivités locales qui soient à la manœuvre alors qu'on n'a cessé depuis des années de les appauvrir ! »

Brigitte Klinkert est sur la même ligne. Rappelons que le 8 avril, elle a adressé un courrier au gouvernement pour obtenir une clause de compétence générale dérogatoire de six à douze mois. « Nul ne pourrait comprendre que le gouvernement refuse de se reposer sur l'énergie des partenaires locaux. Ce n'est qu'en laissant les collectivités agir et entreprendre plus librement que le pays sera à la hauteur des défis. Nous seuls conjuguons proximité, réactivité, efficacité et solidarité. J'ose espérer que Paris saura tirer les leçons et se souvenir de notre action. »

Annick WOHL



Le conseil départemental du Haut-Rhin a tenu ce vendredi 24 avril sa réunion en visioconférence. DR

## Tourisme, textile et subventions

■ **Filière textile.** Elle a été sollicitée pour la commande des 770 000 masques. « Abandonnée il y a plusieurs décennies, elle a aujourd'hui un véritable avenir dans la région », a déclaré Nicolas Jander.

■ **Ephpad.** Beaucoup d'élus ont critiqué la gestion de la crise dans les Ephpad, comme Yves Hemedinger : « On a laissé nos anciens mourir dans leur coin. » Ou Éric Straumann : « Je regrette que l'Agence régionale de santé ait été peu présente sur le terrain et très peu réactive. La collectivité devrait revendiquer le transfert de compétence en matière de santé. »

■ **Ordinateurs, le cafouillage.** Fatima Jenn a regretté que des familles n'aient pas pu avoir les ordinateurs pour leurs enfants « par manque d'info ». Brigitte Klinkert a expliqué : « Il y a eu certains manquements. On a commencé à distribuer

les ordinateurs dans le secteur de Colmar. L'Éducation nationale devait continuer sur tout le territoire. Je ne mets pas en cause l'Éducation nationale locale ; elle n'a pas eu le déblocage des crédits du ministère pour le faire. Du coup, on s'en est chargé. De ce fait, il y a eu une grosse perte de temps. »

■ **Tourisme.** « Il va falloir reconstruire une image, faire une communication de crise pour redonner confiance, c'est fondamental pour l'économie touristique de notre territoire », a lancé Yves Hemedinger. Brigitte Klinkert a indiqué qu'elle proposerait d'accompagner financièrement les acteurs du secteur.

■ **Subventions et aides.** Un train de mesures financières a été adopté. Elles permettent par exemple de verser en une seule fois les subventions de fonctionnement 2020 ou de prolonger la date de validité des aides à l'investissement.